SÉNAT DE BELGIQUE.

SÉANCE DU 30 MARS 1847.

Rapport de la Commission chargée d'examiner le projet de loi qui apporte des modifications au décret du 20 juillet 1831 et au Code d'instruction criminelle.

(Voir les nos 163, 234, 266, 271, 280 et 281 de la Chambre des Représentants, et le n° 193 du Sénat.)

MESSIEURS,

La Commission à laquelle vous avez renvoyé l'examen du Projet de loi qui apporte des modifications au décret du 20 juillet 1831, et au code d'instruction criminelle, a reconnu au premier abord qu'elle se trouvait en quelque sorte en présence d'un double écueil : en se livrant sans relâche au travail que vous lui aviez confié, et en s'empressant de vous en soumettre les résultats, n'a-t-elle pas à craindre de s'exposer au reproche de compromettre la dignité du Sénat, par trop de précipitation ; de ne pas apporter dans l'étude d'une question aussi importante, toute la maturité désirable ? D'un autre côté, tout ne nous dit-il pas que les convenances envers la Couronne nous font un devoir d'éviter tout délai quand il s'agit de mettre à couvert son inviolabilité et son irresponsabilité absolue ? L'attention avec laquelle les membres de votre Commission ont suivi les débats qui ont eu lieu dans une autre enceinte, les a, au surplus, familiarisés avec cette grande question ; mais comme il serait peu utile de reproduire toutes les objections auxquelles elle a donné lieu et qui ont en grande partie eu pour objet une disposition qui a maintenant disparu du Projet qui vous est soumis, nous avons pensé, Messieurs, ne pas devoir entrer dans tous les détails judiciaires de cette loi. Fruit d'une discussion éclairée à la Chambre des Représentants, elle offre toutes les garanties que la liberté individuelle est en droit de réclamer et donne les gages de sécurité et de respect dont l'autorité Royale doit être environnée.

La nécessité de mettre le chef de l'État à l'abri des attaques de la malveillance a été reconnue par tous les peuples, et les mesures prises à cette fin, loin d'être dictées par l'adulation, sont impérieusement commandées par les intérêts sociaux. Partout où la Royauté s'est trouvée impunément outragée, le mépris a fini par atteindre les autres institutions dont elle est le complément et la sauvegarde ; partout où l'ordre s'est rétabli après de violentes secousses politiques, le point de départ a été la garantie de l'inviolabilité royale et l'on peut en général mesurer la stabilité constitutionnelle d'une nation sur le respect qu'inspire le pouvoir qui préside à l'exécution des lois.

Le Congrès n'a pas méconnu cette vérité, et encore au milieu des orages d'une révolution, il s'est empressé de décréter des peines contre ceux qui

auraient méchamment et publiquement injurié ou calomnié la personne du Roi. Par cet acte, il a donné une sanction pénale à l'art. 63 de la Constitution qui déclare la personne du Roi inviolable.

Le décret du 20 juillet 1831, sur la presse, qui contient cette disposition, a-t-il suffisamment rempli son but, notamment en ce point?

A cette époque, le Congrès n'avait plus le temps de formuler une législation complète et convenablement méditée. D'ailleurs, l'expérience seule pouvait indiquer si les circonstances nouvelles qui surgissaient pour notre pays ne nécessiteraient pas des moyens répressifs plus efficaces que ceux qui avaient suffi précédemment. Le Congrès ne se l'est pas dissimulé et lui-même a statué que son décret serait révisé par la législature avant la fin de 1852.

On s'est contenté de proroger ce décret, purement et simplement, d'abord pour un an, puis pour un terme indéfini. Les préoccupations politiques et l'organisation intérieure de l'État formaient obstacle à la réalisation de ce vœu du Congrès. D'ailleurs, les attaques à la royauté n'étaient, comme elles ne le sont, croyons-nous, encore, que la conséquence des attaques livrées à notre état social, et la loi du 25 juillet 1834 les avait au moins restreintes en mettant un obstacle à leur principale cause. Cette loi a cessé d'exister avec les circonstances qui l'avaient d'écitée et notre Législation sur la presse ne comprend que le décret du 20 juillet 1831, les articles 283, 284, 285, 286, 287, 288 et 289 du Code Pénal, avec quelques dispositions, encore applicables, du décret du 5 février 1810.

Le Gouvernement trouve cette législation insuffisante et il est aisé de concevoir que des dispositions empruntées aux Lois formulées sous l'Empire et sous les Pays-Bas, alors que la presse n'était pas libre, ou n'avait qu'une liberté restreinte, ont cessé de remplir leur but, aujourd'hui que la presse n'a plus d'entraves.

Nous voudrions, Messieurs, n'avoir à vous parler que du mérite de la Loi, mais il serait inutile de vous dissimuler une objection soulevée à la Tribune Nationale comme dans les journaux et qui a trouvé sa place et sa réfutation dans un document officiel qui vous a été distribué.

On a contesté l'opportunité de la présentation du projet de loi en se fondant sur le petit nombre de poursuites intentées en vertu du décret du 20 juillet 1831, et surtout, sur ce qu'elle suivait de près un acquittement récent. On a vu dans cette dernière circonstance, une mesure de colère, une protestation contre un acte du jury, qui pourrait avoir des résultats fort opposés à ceux qu'on en espère.

Le premier motif ne nous touche guère. Deux poursuites seulement ont eu lieu en seize ans, nous en convenons : mais le Roi n'a-t-il été insulté que deux fois en seize ans? Tous, Messieurs, vous savez le contraire, et si tous les Ministres, sans exception, ont reculé devant la demande de répression, n'est-ce pas une preuve que leur accord unanime a trouvé les moyens répressifs insuffisants?

Nous ne croyons pas que la justice et la gravité législative permettent d'assigner à un projet de loi un but caché, alors que son but avoué est parfaitement rationnel et légal. Au surplus, si la nouvelle loi était motivée sur l'acquittement intervenu, il n'en résulterait encore nullement que la susceptibilité du jury dût se trouver offensée.

Le Gouvernement ou plutôt le Ministère public suppose qu'une loi atteint tel acte. Le pouvoir judiciaire, pouvoir indépendant, en juge autrement. Il en a le droit, mais il n'est pas fondé à trouver mauvais que le Gouvernement

qui trouve cet acte contraire au bon ordre, cherche à combler la lacune révélée par l'arrêt.

Nous ne craignons nullement les conséquences de la fausse opinion conçue au sujet de l'origine de la loi. Nous ne ferons pas aux citoyens appelés à faire partie du jury l'injure de supposer qu'ils chercheront les motifs de leurs verdicts ailleurs que dans la loi et la vérité, et qu'ils iront, au mépris de leurs devoirs et de leur serment, prononcer des acquittements passionnés.

Sans nous arrêter plus longtemps à des objections qui nous paraissent plus spécieuses que fondées, nous n'avons qu'à examiner si la loi est nécessaire et si elle est bonne.

Cette nécessité résulte pour nous des considérations ci-dessus mentionnées. Nous allons vous rendre compte des réflexions qui nous ont été suggérées par les articles :

Dans l'art. 1^{er} on a employé le mot offense en remplacement des expressions de calomnie et d'injure, qui se trouvent dans le décret sur la presse; le mot offense qui avait été admis dans l'art. 86 de la loi que l'honorable M. Lebeau, alors Ministre de la Justice, a présenté en 1834, a sur les autres termes l'avantage d'être applicable par sa généralité à tout délit de diffamation, d'injure ou d'outrage, commis publiquement envers la Couronne. Mais afin d'éloigner toute interprétation arbitraire, on a dû fixer le sens dans lequel il devait être entendu et le caractériser dans tous ses degrés d'application. C'est ainsi qu'il a été dit que l'offense aurait lieu aussi bien par des gestes menaçants que par toutes paroles ou tous discours prononcés dans des lieux ou des réunions publics, par des écrits, des imprimés, des images ou emblèmes quelconques qui auront été affichés, distribués ou vendus, mis en vente ou exposés aux regards du public. Avec cette définition aussi claire, aussi précise, le mot offense offrant toutes les applications possibles, a obtenu la préférence sur toute autre expression quelconque.

Toutefois, Messieurs, la suppression du mot méchamment qui se trouve dans le décret de 1831, ayant été admise, en présence des termes de l'article 1^{er} qu'il n'aurait pu qu'affaiblir, il n'en a pas moins été entendu que les délits d'offense envers la personne du Roi, ou ceux envers la Famille Royale, rentreraient dans les règles du droit commun, qui exige l'intention coupable, pour qu'on puisse être puni.

Comme il était naturel, indispensable même de mettre la Famille Royale, aussi bien que le Souverain lui-même, à l'abri des offenses définies dans l'article premier, l'art. 2 a pour objet de comminer des peines contre quiconque se serait rendu coupable d'un semblable délit. Ainsi se trouve comblée la lacune qui se faisait remarquer dans le décret de 1831.

Les expressions de Famille Royale doivent être entendues dans le sens qu'elles ont dans l'art. 87 de la Constitution, ainsi que dans l'art. 87 du Code Pénal, et dans l'art. 40 du Décret de 1831, et enfin comme elles ont toujours été entendues de puis longtemps.

Par l'art. 3, le coupable d'un des faits prévus aux art. 1 et 2, pourra de plus être interdit de l'exercice de tout ou partie des droits mentionnés à l'art. 42 du Code Pénal, pendant un intervalle de 2 à 5 ans. Cette disposition contient la même faculté que le Code de 1810 accorde aux tribunaux correctionnels pour les délits commis contre les particuliers; elle ne pouvait pas ne point être rendue applicable aux délits exceptionnels que la Loi est chargée de poursuivre.

Il fallait aussi des peines contre les coupables des délits prévus par la partie non abrogée de l'art. 3 du Décret du 20 juillet 1831, c'est le but du 2^e paragraphe de l'art. 3.

L'utilité de la loi qui nous occupe, Messieurs, serait singulièrement compromise, si la promptitude de la répression des délits prévus n'était pas rendue possible. C'est l'objet de l'art. 4. Cette procédure spéciale était indispensable, mais si elle est nouvelle, on peut dire qu'elle n'offre aucun danger réel; elle n'enlève au prévenu aucune des garanties que la loi lui accorde; le dernier paragraphe de l'article ne permet même de le juger dans la série des assises commencées que de son consentement.

Comme il n'y a pas pour les délits dont s'agit d'arrestation préventive, il fallait bien que la loi donnât les moyens de faire respecter les arrêts de la justice. Les dispositions de l'art. 5 ont été formulées dans ce sens; le prévenu ne pourra ainsi les braver impunément.

Dans l'art. 6 on a cru pouvoir introduire des facilités en faveur des prévenus. Elles étaient réclamées par l'humanité, et les garanties qui les accompagnent, sont stipulées dans l'intérêt de la loi.

Les articles 293 à 299 du Code d'Instruction Criminelle, ne sont pas applicables aux délits prévus par la présente Loi: c'est l'objet du premier paragraphe de l'art. 7. Il ne pouvait en être autrement, puisqu'il n'y a pas d'arrestation préventive, il n'en fallait pas moins déterminer les délais dans lesquels le pourvoi en cassation devait être fait; c'est ce qui est dit ensuite. Mais, Messieurs, l'utilité des poursuites de cette nature dépend essentiellement de la promptitude; on a dû ordonner que la Cour de Cassation statuerait, toutes affaires cessantes.

Les autres stipulations de l'art. 7 sont encore dans l'intérêt du prévenu; elles ont pour objet la nomination d'un Conseil d'office, ou l'autorisation à donner par le président d'en prendre un parmi ses parents ou amis. Il était difficile d'en faire davantage dans l'intérêt de la défense; cette faveur n'est pas même accordée devant les tribunaux correctionnels.

Les poursuites à raison des délits prévus par la présente Loi seront intentées d'office, dit l'art. 8; on comprend sans peine que, ni le Roi, ni les membres de la famille Royale ne peuvent en aucun cas les faire faire en leur nom. Mais, comme il ne fallait pas non plus qu'on pût, à cause de ces délits, rester indéfiniment sous le coup de la Loi, il est dit que les poursuites seront prescrites par un laps de 3 mois, à partir du jour où le délit aura été commis, ou de celui du dernier acte judiciaire. C'est une disposition bienfaisante en faveur du prévenu. Il en est de même de l'application de l'art. 463 du Code Pénal, qui admet la réduction des peines en cas de circonstances atténuantes.

La nécessité de l'art. 9 n'a pas besoin de justification: elle est une conséquence de la présente loi.

Votre Commission, Messieurs, a reconnu que les dispositions de la loi qui vous est soumise, sont d'une nécessité incontestable. Tout en assurant au Roi et à sa famille la garantie du respect qui leur est dû, elles n'offrent rien d'exorbitant, ni d' attentatoires à aucune des précieuses libertés accordées par notre pacte fondamental. Aussi, Messieurs, je suis chargé de vous faire connaître que votre Commission y donne son approbation, et de vous proposer, en son nom, de l'adopter telle qu'elle vous a été renvoyée par la Chambre des Représentants.

Le Comte J. B. D'HANE.

Le Chevalier BETHUNE.

Le Comte DE BRIEY.

Le Baron H. DELLAFAILLE, Rapporteur.